



## Merci patron (s) !

Avec un peu décalage avec les événements, je ne peux pas, après la mobilisation réussie du 19 mars, ne pas citer notre Président, Nicolas Sarkozy lorsqu'il déclare : « *Aujourd'hui lorsqu'il y a une grève, personne ne s'en rend compte* ». Les petits désagréments du calendrier du CSE (reconvocation, quorum) ne lui donnent pas entièrement raison...

Nicolas Sarkozy, Président omniscient, Premier ministre par intérim, Ministre de la Justice, de l'Éducation et de la Sécurité intérieure des cours de récréation donne encore dans l'autosatisfaction personnelle et l'humiliation des personnels. Il a fait école, hélas..., à la tête du ministère de l'Éducation nationale. **Les grèves et les manifestations du 19 mars, massives, unitaires et ensoleillées, témoignent, après le « sommet » social du 18 février, de l'indigence de la politique gouvernementale et de l'indécence des pratiques patronales.**

Si notre Président n'est certainement pas celui de la hausse de l'impôt sur le revenu des plus riches -impôt payé par un Français sur deux-, il est manifestement champion d'Europe du déficit budgétaire et de l'injustice fiscale (bouclier « doré », exonération des heures supplémentaires...). Alors qu'on annonce 300 000 chômeurs d'ici la fin de l'année scolaire, une « croissance » négative ou plutôt une récession positive, comment faire croire que les suppressions de poste dans l'enseignement supérieur, dans l'éducation, dans la fonction publique puisse être une réponse sérieuse à l'insécurité sociale, à la précarité salariale et aux besoins des familles les plus modestes et des classes moyennes fragilisées ? Même les sondages sur les suppressions de postes dans l'Éducation nationale montrent un désaveu de la politique poursuivie par le ministre.

**Monsieur le Ministre -absent encore à ce CSE-, vous avez perdu la bataille de l'opinion publique !**

Programmes du primaire, carte et accompagnement scolaires, bac pro 3 ans, formation des maîtres...autant de passage en force, malgré les signaux au rouge (chercheurs, élus, parents... ou même vote du CSE !), politique du fait accompli dont on mesure aujourd'hui les dégâts. Certes ce n'est pas une révolution dans l'éducation (certains pourraient regretter ou agiter ce « spectre »...) mais c'est pire : c'est une révolte.

- **Révolte individuelle** où l'on voit des enseignants sérieux, fonctionnaires respectueux par ailleurs de leurs obligations, refuser au nom d'une déontologie professionnelle, la mise en œuvre de programmes maltraitant les contenus ou le rythme des élèves ;

- **Révolte locale** où l'on voit des collectifs de parents, d'enseignants, d'élus qui défendent l'école de leur quartier, de leur ville ou de leur village, à l'exemple de ce qui se passe en Côte-d'Or (et ailleurs...), aussi bien en ville (Dijon), en banlieue (Longvic, Chenôve...) ou en milieu rural en crise et en déprise (comme le Nord Côte-d'Or).

**La crise de confiance et la crise sociale sont durables, les mobilisations aussi.** C'est le sens de l'action du mardi 24 mars dans les lycées professionnels, à l'appel unitaire de la CGT Educ'action, du SNEP et du SNUEP FSU, de SUD, de la FAEN, l'UNL pour les lycéens, voire localement du SNETAA... contre la généralisation du bac pro 3 ans. C'est la qualification professionnelle qui est sacrifiée sur l'autel des économies budgétaires. Et ce n'est pas la litote maladroite ou malheureuse du candidat-président à Saint-Quentin : « *être dans un lycée professionnel, n'a rien de dégradant* » qui va revaloriser l'image de la voie professionnelle...

**Dans de trop nombreux établissements, la DHG (dotation horaire globale) se décline en suppression de postes et en multiplication d'heures supplémentaires. Alors que c'est l'inverse qu'il faudrait faire !**

**Lorsque la politique n'est dictée que par des suppressions de postes, on arrive aux blocages actuels dont les étudiants et les personnels ne sont pas les responsables.** La gestion calamiteuse, cafouilleuse, au jour le jour... du dossier de la formation des maîtres est certes à mettre au « crédit » des deux ministres.

Mais il faut saluer la récidive des déclarations de notre ministre, après « les couches culottes <sup>1</sup> à bac + 5 », il invente « le simulateur de vol <sup>2</sup> » et les « propos sibyllins <sup>3</sup>... ». Il a réussi à fâcher durablement la communauté universitaire et même la CPU (conférence des présidents d'université) et la CD IUFM (conférence des directeurs d'IUFM), ces deux partenaires institutionnels n'étant pas, à ma connaissance, des repères de bolcheviques ou des nostalgiques de l'action directe...

**Certes quand on n'a pas de politique budgétaire, il reste la ficelle sécuritaire.** La CGT tient à assurer les personnels, chef d'établissement en première ligne, CPE et personnels de la vie scolaire, enseignants, élèves, parents de notre soutien contre la violence, les intrusions extérieures qui transgressent et agressent l'espace scolaire. Mais nous tenons aussi à dire que la réponse n'est ni en inflation de réglementation pénale, ni en recrutement de personnels précaires et temporaires à l'instar des médiateurs de réussite scolaire. Cela passe par une politique de prévention assurée par des personnels formés et statutaires donc durables dans le primaire (RASED) et dans le secondaire (TOS, Assistant-e social-e, infirmier-e, COP,...).

Aujourd'hui, est-il urgent de dépenser les maigres deniers de l'État dans des opérations de communication sous-traitées à des officines privées s'agissant de l'information sur les mutations et l'affectation des personnels ? Il est vrai, semble-t-il que notre ministre attende les résultats du « mouvement intra-gouvernemental » en juin par un coup de téléphone du secrétariat de l'Élysée.

**Il serait plus judicieux de faire mieux vivre le paritarisme en l'éclairant des besoins de la société pour répondre aux missions de service public sur l'ensemble du territoire.**

En conclusion, si nous avons des dettes..., il ne faut pas oublier de remercier : Nicolas, Xavier et Laurence (Parisot). Ceux-ci s'enferment, quand le chômage explose, dans la répétition de formules sur la valeur travail, à défaut de solutions durables et justes concernant les droits attachés au travail.

Nous leur devons un hiver chaud et un printemps ensoleillé de luttes dans les classes, de la maternelle à l'université et de lutte des classes, des usines aux défilés. **Plus que jamais, on peut dire : merci patron (s) !**

*Philippe Péchoux  
CGT Educ'action*

---

<sup>1</sup> « Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits délégués par l'Etat, que nous faisons passer des concours bac +5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches? Je me pose la question. »

<sup>2</sup> « Aujourd'hui, les professeurs passent un concours, ils sont mis dans l'Institut de formation des maîtres (les IUFM) où on leur apprend des théories générales sur l'éducation et de temps à autre, ils vont remplacer un professeur absent. Ce n'est pas comme ça qu'on forme des gens. Ils sont sans arrêt devant un simulateur de vol ».

<sup>3</sup> « Moi, je n'ai absolument pas besoin d'entrer dans des discussions sibyllines avec les préparateurs à mes concours. Je suis recruteur. Je définis les concours dont j'ai besoin. Je garantis la formation professionnelle des personnels que je recruterai. Après, que chacun nous suive ou pas... »